

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2017/13977]

20 OCTOBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement flamand portant classification dans les routes communales de la voirie régionale N462 entre les points kilométriques 21,200 et 21,400 (St.-Hubertusplein) sur le territoire de la ville de Zottegem

LE GOUVERNEMENT FLAMAND,

Vu le décret communal du 15 juillet 2005, l'article 192, modifié par le décret du 29 juin 2012 modifiant le décret communal du 15 juillet 2005 ;

Vu la décision du 21 novembre 2016 du conseil communal de la ville de Zottegem, mentionnant le numéro de référence du plan 1M3D8H G 104399 00 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 28/08/2017 ;

Considérant que les tronçons de route concernés n'ont plus qu'un intérêt local et que, par conséquent, ils ne doivent plus être conservés en tant que voirie régionale ;

Considérant que les tronçons de route concernés seront remis en bon état par la ville de Zottegem, moyennant une intervention financière de la Région flamande, suivant les modalités de la convention qui sera conclue entre la Région flamande et la ville de Zottegem ;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-être des Animaux ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La N462 entre les points kilométriques 21,200 et 21,400 (St.-Hubertusplein), située sur le territoire de la ville de Zottegem, est classée comme route communale.

Art. 2. Pour ce transfert, la ville de Zottegem reçoit une subvention d'investissement pour la remise en bon état de la route suivant les modalités de la convention qui sera conclue entre l'Autorité flamande et la ville de Zottegem.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant les travaux publics dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 octobre 2017.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-Etre des Animaux,

B. WEYTS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/31486]

19 OCTOBRE 2017. — Décret relatif à la protection culturelle du livre (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent décret régit une matière communautaire et a pour but d'organiser une protection culturelle du livre avec pour objectifs de préserver la pluralité des canaux de vente et la diversité de la création afin de garantir au public le maintien d'une offre diversifiée, accessible et qualitative de livres.

Il a fait l'objet d'une procédure d'information au sens de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1^o livre : livre imprimé et/ou livre numérique au sens des définitions du présent article ;

2^o livre imprimé : toute œuvre ou tout ouvrage, non périodique, réalisé par des moyens graphiques sur des feuilles de papier écrites, imprimées ou illustrées, qui consiste en un texte rédigé exclusivement ou quasi exclusivement en français, et composé principalement de textes et d'images fixes, destiné par l'auteur à être divulgué à un ou plusieurs publics, en vue d'être exploité, personnellement ou avec un éditeur, via un ou plusieurs réseaux de distribution disponibles, dont la librairie. Un livre peut comprendre, à titre d'accessoires, des supports audiovisuels ou multimédias complémentaires qui lui sont reliés de manière fonctionnelle ;

3^o livre numérique : toute œuvre ou tout ouvrage, non périodique, réalisé par des moyens graphiques et diffusé sous un format de fichier numérique, qui consiste en un texte rédigé exclusivement ou quasi exclusivement en français, et composé d'une part majoritaire de textes et d'images fixes, destiné par l'auteur à être divulgué sur des terminaux numériques portables ou non à un ou plusieurs publics, en vue d'être exploité personnellement ou avec un éditeur, via un ou plusieurs des différents circuits et techniques de distribution disponibles, dont la librairie. Le Gouvernement peut déterminer les caractéristiques particulières du livre numérique eu égard à l'évolution permanente des technologies en matière de livre numérique ;

4° livre-appli : livre numérique comportant des éléments multimédias, des liens hypertextes et des fonctionnalités destinées à augmenter l'interactivité et à enrichir l'expérience de lecture, à l'exclusion des fichiers réalisés dans des formats ouverts standardisés tel l'ePub, quelle que soit la version ;

5° livre démodé : livre dont le contenu est lié à une technologie datée et dépassée ou à une pratique obsolète ;

6° livre millésimé : livre qui porte dans son titre un millésime et dont le contenu, se rapportant à la période désignée clairement dans le titre ou sur la couverture, évoluera nécessairement de période en période, et qui perdra de son intérêt commercial à son terme ;

7° livre de bandes dessinées : livre constituant une narration utilisant une succession d'images, incluant, généralement à l'intérieur de phylactères, les paroles, sentiments ou pensées des protagonistes ;

8° livre spécialisé : livre de non-fiction, scientifique dont le contenu très élaboré et régulièrement actualisé, la présentation, le marketing ou encore souvent le niveau de prix élevé, le destinent principalement à des personnes physiques ou morales dans un cadre académique ou professionnel ;

9° livre juridique spécialisé : livre juridique dont le contenu très élaboré et régulièrement actualisé du fait du changement de la législation, la présentation, le marketing ou le niveau de prix élevé, le destine principalement à des personnes physiques ou morales dans un cadre académique ou professionnel ;

10° livre neuf : livre qui n'a pas été acheté par un consommateur final ;

11° activité menée au sein du circuit de distribution des livres de la Communauté française : Est considéré comme étant réalisé au sein du circuit de distribution des livres de la Communauté française, tout acte d'édition, de publication, d'importation ou de vente d'un livre qui est réalisé dans la région de langue française ou qui se rattache à une institution établie dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, laquelle, en raison de son activité, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française ;

12° éditeur : toute personne physique ou morale, distincte de l'auteur, qui produit un livre et qui l'introduit dans le circuit de distribution des livres de la Communauté française et l'exploite pour un ou plusieurs publics ;

13° auteur : toute personne physique, qui a créé un livre et qui dispose du droit de communication au public, au sens du Livre V du Code de droit économique, et qui l'introduit dans le circuit de distribution des livres de la Communauté française, et l'exploite pour un ou plusieurs publics ;

14° importateur : toute personne physique ou morale, qui importe des livres dans le circuit de distribution des livres de la Communauté française, et qui, à titre principal, les fournit par un circuit de distribution, avec les remises usuelles de la profession, directement aux détaillants ;

15° détaillant : toute personne physique ou morale, qui vend des livres neufs au consommateur final au sein du circuit de distribution des livres de la Communauté française. Les éditeurs, auteurs ou importateurs qui exploitent des livres directement auprès des consommateurs finaux sont considérés comme des détaillants pour cette activité ;

16° manuel scolaire : livre imprimé ou sous format numérique visant par sa forme et son contenu à transmettre des informations dans les écoles primaires et secondaires de l'enseignement obligatoire, et dont l'utilisation est recommandée dans le programme d'étude ou dans les objectifs finaux de l'établissement scolaire concerné. Il doit porter, sur sa couverture et en page titre, la mention du degré et/ou de l'année de l'enseignement pour lequel il est conçu. Ne sont pas considérés comme des manuels scolaires, les ouvrages de littérature utilisés dans le cadre scolaire, les dictionnaires ainsi que les ouvrages de référence et cahiers de révision.

Art. 3. Le présent décret s'applique au livre, tel que défini à l'article 2, publié, édité, importé ou vendu, à condition que la publication, l'édition, l'importation ou la vente du livre soit matériellement effectuée dans la région de langue française ou qu'elle se rattache à une institution établie dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, laquelle, en raison de son activité, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française.

Les institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et dont l'activité ne se rattache que partiellement à la Communauté française peuvent décider, pour la partie pertinente, de respecter volontairement les dispositions du présent décret.

Art. 4. Le présent décret n'est pas applicable aux catégories d'œuvres ou d'ouvrages suivantes :

1° périodique ;

2° magazine ;

3° annuaire ;

4° catalogue et album philatélique ;

5° répertoire alphabétique de personnalités ;

6° brochure destinée à commenter le fonctionnement d'un appareil avec lequel elle est livrée ;

7° album à colorier ;

8° album à découper ;

9° simple partition ou cahier de musique pour devoir et papier à musique ;

10° livre endommagé, à condition que la dégradation n'ait pas été délibérée et qu'il soit clairement indiqué à la vente qu'il est endommagé ;

11° livre démodé ;

12° livre d'occasion, à savoir tout livre qui a déjà été acheté une fois par un consommateur final ;

13° spécimen payant, à savoir tout livre cédé à l'acheteur final, en un exemplaire, en vue de générer des achats multiples dans le cadre scolaire, conformément aux remises prévues à l'article 10 ;

14° livre juridique spécialisé qui peut faire l'objet d'un prix de gré à gré entre l'éditeur-détaillant et le consommateur final dans la mesure où cette vente inclut des services de mise à jour ou des adaptations spécifiques liées à l'évolution de la législation belge ou européenne. L'éditeur reste tenu de fixer un prix pour toutes les autres ventes ;

15° livre publié dans une autre langue que le français ;

16° livre-appli.

Le Gouvernement peut ajouter, modifier ou supprimer des exceptions, en fonction de l'évolution des nouvelles technologies.

Art. 5. Le présent décret n'est pas applicable aux ventes suivantes :

1° la vente d'un seul exemplaire de livres à usage personnel à un consommateur final qui travaille sous contrat chez l'éditeur, l'importateur ou le détaillant ;

2° la vente de livres d'un éditeur à l'auteur dudit livre, qui en destine l'usage à des fins promotionnelles ;

3° dans le cadre d'une faillite ou d'une liquidation de l'éditeur, de l'importateur ou d'un détaillant, la vente de livres à un autre éditeur, à l'auteur ou à un autre détaillant, à condition :

a) que les livres aient fait partie de l'inventaire du failli ou de la liquidation ;

b) qu'en cas de faillite ou de liquidation du détaillant, pendant un mois après la clôture de la procédure, lesdits livres aient été proposés en retour à l'auteur, à l'éditeur ou à l'importateur ;

c) qu'une communication préalable ait été faite auprès du service ou de l'organisme visé à l'article 16.

Les livres visés au point 3° peuvent être remis ensuite sur le marché selon les dispositions générales du présent décret.

CHAPITRE II. — *Du prix du livre*

Section I^{re}. — Les éditeurs, auteurs et importateurs

Art. 6. § 1^{er}. Tout éditeur est tenu de fixer, pour les livres qu'il édite, un prix de vente au public.

Tout auteur est tenu à la même obligation pour les livres qu'il publie sans éditeur, ou à compte d'auteur lorsque la responsabilité de fixer le prix lui incombe.

§ 2. Tout importateur est tenu de fixer, pour les livres qu'il importe, un prix de vente au public.

A défaut, le détaillant se basera sur le prix H.T.V.A. fixé par l'éditeur ou l'auteur dans le pays d'origine.

Si le livre a été publié ou édité dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat membre de l'Association européenne de libre-échange, l'importateur est tenu de fixer un prix de vente au public qui ne soit pas supérieur à celui fixé par l'éditeur ou l'auteur pour l'exploitation du livre sur le territoire de cet Etat.

Si le livre a été publié ou édité au sein du circuit de distribution de la Communauté française et y est réimporté depuis un Etat qui n'appartient ni à l'Union européenne, ni à l'Association européenne de libre-échange, l'importateur est tenu de fixer le prix de vente au public fixé par l'éditeur ou l'auteur en application du § 1^{er}.

L'alinéa précédent s'applique également aux livres réimportés depuis un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange si l'opération d'exportation-réimportation a pour but d'éviter l'application du présent décret.

§ 3. En dérogation au § 1^{er} et § 2, pour ce qui concerne le livre spécialisé, les éditeurs, les auteurs et les importateurs sont libres de fixer d'autres prix pour les ventes destinées à une ou plusieurs des catégories de personnes morales énumérées à l'article 10, § 2, pour autant que ces prix soient rendus publics selon les modalités prévues au chapitre 3, et que tous les détaillants puissent en bénéficier pour leurs clientèles propres.

§ 4. Toute personne physique ou morale qui publie un livre en vue de sa diffusion par courtage, abonnement ou par correspondance moins de neuf mois après la mise en vente de la première édition de ce livre fixe, pour ledit livre, un prix de vente au public au moins égal à celui de cette première édition.

§ 5. Pour ce qui concerne le livre numérique, à condition de les pratiquer sans discrimination envers les détaillants et les consommateurs, l'éditeur, l'auteur ou l'importateur peut fixer plusieurs prix de vente au public différents en fonction :

1° du contenu de l'offre ;

2° de ses modalités techniques ;

3° de ses modalités d'accès ou d'usage ;

4° du taux de T.V.A.

Art. 7. Au cours des différentes périodes visées à l'article 9, les modifications de prix du livre imprimé ne peuvent être décidées que par l'éditeur, l'auteur ou l'importateur et doivent être communiquées selon les dispositions du chapitre 3 à l'ensemble du réseau de distribution, au moins 15 jours avant l'entrée en vigueur des nouveaux prix.

Le délai de 15 jours visé à l'alinéa 1^{er} est ramené à 2 jours en ce qui concerne le livre numérique.

Art. 8. Le prix de vente au public fixé conformément à l'article 6 est porté à la connaissance du public conformément aux dispositions du chapitre 3.

Toute publicité annonçant des prix différents par rapport au prix de vente au public fixé conformément à l'article 6 est interdite.

Section II. — Les détaillants

Art. 9. Sauf les exceptions prévues par la présente section, et sans préjudice de la possibilité d'accorder une remise conformément à l'article 10, tout détaillant est tenu d'appliquer le prix de vente au public fixé en vertu de l'article 6 pendant une période de 24 mois à compter du premier jour où le livre est disponible pour le consommateur final conformément au chapitre 3.

Tout détaillant est également tenu d'appliquer le prix de vente au public fixé en vertu de l'article 6 pendant une période de 6 mois à compter du jour du dernier approvisionnement.

Pour ce qui concerne le livre de bandes dessinées, la période de 24 mois visée au § 1^{er} est ramenée à 12 mois et le § 2 n'est pas d'application.

Pour ce qui concerne les livres millésimés, la période de 24 mois visée au § 1^{er} est ramenée à 6 mois.

Art. 10. § 1^{er}. Au cours des périodes visées à l'article 9, le détaillant peut appliquer une remise de maximum 5% par rapport au prix de vente au public fixé conformément à l'article 6.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, une remise de maximum 15% peut être accordée aux établissements et organismes suivants :

1° les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française et les organismes de formation professionnelle reconnus à cette fin par une autorité publique, ou leurs centrales d'achats;

2° les opérateurs directs du Réseau public de la Lecture reconnus ou en attente de reconnaissance dans le cadre du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques ;

3° les opérateurs d'appui du Réseau public de la Lecture reconnus ou en attente de reconnaissance dans le cadre du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques ;

4° les bibliothèques des prisons, des hôpitaux et des services d'aide à la jeunesse ;

5° les organismes sans but lucratif dont l'objet social et l'activité principale consistent en des missions d'éducation, d'alphabétisation, de recherche scientifique ou de promotion de la lecture et du livre, et reconnus à cette fin par une autorité publique.

La dérogation prévue à l'alinéa 1^{er} est applicable uniquement aux achats répondant à des besoins propres, excluant toute forme de revente.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le détaillant peut appliquer une remise de maximum 25 % aux établissements d'enseignement ou à leurs centrales d'achats pour l'acquisition de manuels scolaires.

Le Gouvernement peut modifier la remise maximum prévue à l'alinéa 1^{er}, eu égard à l'évolution des parts de marché entre les librairies indépendantes et les éditeurs scolaires, et/ou à l'impact sur les subventions de fonctionnement des écoles :

1° d'initiative après évaluation et avis des instances d'avis compétentes œuvrant dans le secteur culturel et avis des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement ;

2° après évaluation sur proposition des instances d'avis compétentes œuvrant dans le secteur culturel ou sur proposition des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement.

Le cas échéant, cette remise maximum est fixée entre 15 % et 25 %.

Art. 11. Le Gouvernement peut arrêter jusqu'à deux périodes annuelles de 48 heures maximum pendant lesquelles les détaillants pourront pratiquer une remise de maximum 20 % par rapport au prix de vente au public fixé conformément à l'article 6.

Art. 12. Les détaillants ne peuvent ajouter au prix de vente au public que les frais ou rémunérations correspondant à des prestations exceptionnelles, expressément réclamées par l'acheteur, et dont le coût a fait l'objet d'un accord préalable entre l'acheteur et le détaillant.

Art. 13. Lorsque le livre est expédié à l'acheteur et n'est pas retiré auprès d'un détaillant de livres, le prix - hors frais d'expédition - est celui fixé par l'éditeur, l'auteur ou par l'importateur.

Une remise à hauteur de 5 % peut être appliquée sur le tarif du service de livraison établi, sans que ce service ne puisse être offert à titre gratuit, ou être facturé à perte.

Art. 14. Les ventes de produits ou de biens ou toute prestation ou offre de prestation faite aux consommateurs et donnant droit, à titre gratuit, immédiatement ou à terme, à une prime consistant en produits, biens ou services ne sont autorisées que si elles sont proposées, par l'éditeur, l'auteur ou l'importateur, simultanément et dans les mêmes conditions à l'ensemble des détaillants ou si elles portent sur des livres faisant l'objet d'une édition exclusivement réservée à la vente par courtage, par abonnement ou par correspondance.

CHAPITRE III. — *De la communication du prix du livre*

Art. 15. Le prix de vente au public fixé conformément à l'article 6 ainsi que la date de mise en disponibilité du livre pour le consommateur final sont communiqués par l'éditeur, l'auteur, ou l'importateur au service ou à l'organisme désigné par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut le cas échéant accorder des subventions à l'organisme désigné et fixer les conditions, procédures et délais pour le subventionnement.

Art. 16. Le service ou l'organisme désigné par le Gouvernement est chargé de :

1° récolter les informations indispensables pour répondre à la demande des lecteurs, selon les normes internationales en vigueur pour le commerce du livre, et notamment les informations suivantes : le prix de vente au public du livre fixé par l'éditeur, l'auteur ou l'importateur, les éventuelles remises, le nom de l'éditeur, le nom de l'auteur, le nom du traducteur, la date d'édition ou de publication, la date précise de la mise en disponibilité du livre pour le consommateur final, la date d'entrée en vigueur du nouveau prix en cas de modification, la date d'expiration au terme de laquelle le prix réglementé n'est plus dû, les numéros d'identification du livre (ISBN, ISSN, ISTC) ;

2° publier les différentes informations prévues au point 1° par le biais d'une base de données de référence informatisée pour le livre, consultable gratuitement via l'internet et mise à jour régulièrement ;

Le Gouvernement peut préciser la liste des informations de l'alinéa 1^{er} et régler les modalités complémentaires de communication et de publicité du prix de vente au public.

CHAPITRE IV. — *Du contrôle du prix du livre*

Section I^{re}. — Compétences et composition de la commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges

Art. 17. Auprès de l'administration est créée une commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges, qui est chargée du traitement des demandes de règlement extrajudiciaire d'un litige en rapport avec l'application du décret conformément à la section 2.

La commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges a, en outre, la compétence d'arbitrer, conformément aux articles 1676 à 1723 du Code judiciaire, les litiges liés à l'application du présent décret, si les deux parties concernées ont conclu une convention d'arbitrage désignant la commission comme arbitre.

Art. 18. § 1^{er}. La commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges comprend les membres effectifs suivants :

- 1° un président-juriste ;
- 2° deux experts du métier qui satisfont aux conditions posées dans l'article 205 du Code judiciaire ;
- 3° un expert en provenance de la politique culturelle ;
- 4° un expert dans le domaine de la protection des consommateurs.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre remplaçant.

Le Gouvernement, au terme d'un appel public à candidature, désigne les membres et leurs remplaçants et veille à ce que ces personnes :

1° disposent des connaissances et aptitudes nécessaires en matière extrajudiciaire ou judiciaire des litiges économiques au sens large, ainsi qu'une compréhension générale du droit ;

2° n'occupent aucune fonction dirigeante qui les lie dans le cadre de relations contractuelles avec les éditeurs, importateurs et détaillants ;

3° soient désignées pour un mandat leur permettant d'assurer l'indépendance de leur action et qu'elles ne puissent pas être relevées de leurs missions sans raison valable ;

4° ne soient pas tenues d'accepter les instructions des parties à un litige ou de leurs représentants ;

5° perçoivent une indemnité qui ne soit pas liée au résultat des procédures.

§ 2. La commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges est soutenue administrativement par un secrétaire et du personnel administratif selon le cadre déterminé par le Gouvernement.

Art. 19. La commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges établit les règlements suivants, qui deviennent applicables après approbation par le Gouvernement :

- 1° un règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les règles qui garantissent son indépendance ;
- 2° un règlement de procédure pour les règlements extrajudiciaires de litiges conformément à la section 2 ;
- 3° un règlement d'arbitrage pour les affaires dans lesquelles il a été conclu une convention d'arbitrage.

Les règlements mentionnés à l'alinéa 1^{er} contiennent les garanties nécessaires pour préserver un comportement indépendant et impartial. Au minimum, les principes suivants sont d'application :

1° les membres informent sans retard le président de toutes les circonstances qui peuvent avoir une influence, ou qui peuvent être considérées comme pouvant avoir une influence, sur leur indépendance et impartialité ou qui peuvent donner lieu à un conflit d'intérêt avec une des parties au litige qui leur est soumis pour règlement. L'obligation de publicité est maintenue pendant toute la procédure en règlement extrajudiciaire des litiges. Le président remplace les membres concernés si, en raison des circonstances mentionnées, il estime que le principe d'indépendance et d'impartialité est susceptible d'être violé ;

2° les membres peuvent être récusés sur la base des motifs mentionnés aux articles 828 et 829 du Code Judiciaire.

Section II. — Procédure du règlement extrajudiciaire de litiges

Art. 20. § 1. En cas d'infraction aux dispositions du présent décret et sans préjudice des actions de droit commun, une demande de règlement extrajudiciaire d'un litige concernant l'application du présent décret peut être introduite par toute personne intéressée.

Pour l'application du premier alinéa, on entend par « personne intéressée » :

1° les éditeurs, auteurs, importateurs et détaillants qui exercent une activité au sein du circuit de distribution des livres au sein de la Communauté française ;

2° les fédérations professionnelles au sein du marché du livre en Communauté française ;

3° les organisations de consommateurs qui sont actives en Communauté française ;

4° les consommateurs.

§ 2. La commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges déclare irrecevable une demande mentionnée dans le paragraphe 1^{er} lorsque la plainte :

1° est manifestement fictive, injurieuse ou diffamatoire ;

2° est anonyme ou lorsque la partie adverse ne peut être identifiée ;

3° vise le règlement d'un litige qui fait déjà l'objet ou a fait l'objet d'une action judiciaire ;

4° n'a pas été introduite précédemment auprès de l'éditeur, de l'auteur, de l'importateur ou du détaillant concerné.

§ 3. Si la commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges juge une demande signalée au paragraphe 1^{er} recevable, elle en donne notification par écrit aux parties concernées et requiert d'eux qu'ils fournissent les explications écrites ou orales nécessaires, dans un délai raisonnable fixé par la commission des litiges.

Si la commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges estime une demande mentionnée dans le paragraphe 1^{er} irrecevable, elle en donne notification à celui qui l'a introduite, par écrit.

Art. 21. Pour un dossier recevable, après communication des explications nécessaires par les parties, la commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges leur soumet une proposition de convention de règlement et organise une médiation pour concrétiser une telle proposition, sauf si cela n'est pas nécessaire.

Si les parties ne parviennent à aucun accord dans un délai raisonnable fixé par la commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges, le dossier est clôturé. La commission envoie une confirmation par écrit aux parties.

Art. 22. Le traitement d'une demande de règlement extrajudiciaire d'un litige est gratuit.

Art. 23. Les délais de prescription de droit commun sont, dans le chef des parties à un litige au sujet de l'application du présent décret, suspendus à partir de la date à laquelle la commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges a constaté la recevabilité d'une demande de règlement extrajudiciaire.

La suspension court jusqu'au jour de la signature de la convention de règlement par les parties ou la date à laquelle le dossier est clôturé par la commission indépendante de règlement extrajudiciaire des litiges.

Art. 24. La présente section ne porte pas préjudice aux possibilités d'action résultant de pratiques commerciales illégales et/ou de la responsabilité contractuelle ou extracontractuelle des éditeurs, auteurs, importateurs ou détaillants qui ne respectent pas les dispositions du présent décret.

CHAPITRE V. — *De l'évaluation du prix du livre*

Art. 25. § 1^{er}. Dans les trois ans après l'entrée en vigueur du présent décret et ensuite tous les trois ans, le Gouvernement rédige, après avis des instances d'avis compétentes et du comité d'accompagnement, un rapport sur l'efficacité et les effets du présent décret sur le secteur du livre en Communauté française, sur base notamment du nombre et du chiffre d'affaires des librairies indépendantes et autres points de vente, de l'évolution du prix des livres, de la diversité de l'offre, du nombre de maisons d'édition actives, de la politique d'achats et des collections des écoles et bibliothèques ainsi que de l'information à disposition du consommateur pour choisir un livre.

Ce rapport est présenté au Parlement par le Gouvernement.

§ 2. Un comité d'accompagnement est instauré par le Gouvernement.

Sa composition est la suivante :

- 1° un représentant du Ministre qui a la politique du livre dans ses attributions, qui préside ;
- 2° un représentant du Service général des lettres et du livre ;
- 3° cinq membres du Conseil du livre choisis pour représenter les éditeurs, les auteurs, les importateurs, les libraires et les bibliothécaires.

Le comité d'accompagnement est chargé :

- 1° d'accompagner la mise en œuvre de la protection culturelle du livre, et notamment d'évaluer son efficacité et ses effets ;
- 2° de répondre aux questions des associations (inter)professionnelles reconnues ;
- 3° de proposer annuellement au Gouvernement des recommandations en la matière.

Il se réunit au moins une fois par an ou à la demande d'au moins deux de ses membres.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 26. § 1^{er}. Au cours de la période se situant entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2019, pour ce qui concerne le livre publié ou édité dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat membre de l'Association européenne de libre-échange, l'importateur est tenu de fixer un prix de vente au public qui ne soit pas supérieur à 8 % par rapport à celui fixé par l'éditeur ou l'auteur pour l'exploitation du livre sur le territoire de cet Etat.

Au cours de la période se situant entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2020, pour ce qui concerne le livre publié ou édité dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat membre de l'Association européenne de libre-échange, l'importateur est tenu de fixer un prix de vente au public qui ne soit pas supérieur à 4 % par rapport à celui fixé par l'éditeur ou l'auteur pour l'exploitation du livre sur le territoire de cet Etat.

§ 2. Le comité d'accompagnement est chargé d'accompagner et d'évaluer la mise en œuvre progressive du § 1^{er} ainsi que de proposer le cas échéant au Gouvernement les mesures d'accompagnement nécessaire.

§ 3. Le Gouvernement peut arrêter les mesures d'accompagnement nécessaire à la mise en œuvre du présent article, notamment en vue d'éviter tout effet non souhaité à l'égard des détaillants, dont les librairies indépendantes, et de garantir un maintien efficace du réseau de distribution multicanal.

Art. 27. Les remises de prix obtenues dans le cadre de marchés publics en cours au moment de l'entrée en vigueur du décret peuvent être maintenues jusqu'à la fin de l'année civile au cours de laquelle le décret est entré en vigueur.

Art. 28. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018, à l'exception de l'article 6, § 2, alinéa 3, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 octobre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Égalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2017-2018.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 513-1. — Amendements en commission, n° 513-2. — Rapport de commission, n° 513-3. — Texte adopté en commission, n° 513-4. — Texte adopté en séance, n° 513-5.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 octobre 2017.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/31486]

19 OKTOBER 2017. — Decreet betreffende de culturele bescherming van het boek (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities en toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit decreet regelt een gemeenschapsaangelegenheid en heeft als doel de culturele bescherming van het boek te organiseren met het oog op het vrijwaren van de pluraliteit van de verkoopkanalen en de verscheidenheid van de creatie, om het publiek een geïndividueerd, toegankelijk en kwalitatief boekenaanbod te waarborgen.

Daarbij werd de informatieprocedure in acht genomen die bepaald is in Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° boek : gedrukt boek en/of digitaal boek in de zin van de definities van dit artikel;

2° gedrukt boek : een niet-periodiek werk, vervaardigd met grafische middelen op geschreven, gedrukte, geïllustreerde papieren vellen, hoofdzakelijk bestaande uit vaste teksten en beelden, waarvan de tekst uitsluitend of bijna uitsluitend in het Frans opgesteld is, en door de auteur wordt bestemd om naar één of meer publieksgroepen te worden verspreid, om, persoonlijk of met een uitgever, via één of meer beschikbare verdelingsnetwerken, waaronder de boekhandel, te worden uitgebaat. Een boek kan, als toebehoren, aanvullende audiovisuele of multimedialaders bevatten die ermee op functionele wijze verbonden zijn;

3° digitaal boek : een niet-periodiek werk, vervaardigd met grafische middelen, verspreid in een digitaal formaat, hoofdzakelijk bestaande uit vaste teksten en beelden, waarvan de tekst uitsluitend of bijna uitsluitend in het Frans opgesteld is, en door de auteur wordt bestemd om, op al dan niet draagbare digitale terminals, naar één of meer publieksgroepen te worden verspreid om, persoonlijk of met een uitgever, via één of meer beschikbare verdelingsnetwerken en -technieken, waaronder de boekhandel, te worden uitgebaat. De Regering kan de bijzondere kenmerken van het digitaal boek bepalen, rekening houdend met de permanente evolutie van de technologieën op het gebied van het digitaal boek;

4° "app-boek" : digitaal boek dat multimedia-elementen, hypertextlinks en functionaliteiten bevat, om interactiviteit te verbeteren en leduurervaring te verrijken, met uitsluiting van bestanden die worden verwezenlijkt in gestandaardiseerde open formaten, zoals ePub, ongeacht de versie;

5° verouderd boek : boek waarvan de inhoud verbonden is met een oude en voorbijgestreefde technologie of een in onbruik geraakte praktijk;

6° jaartalboek : boek dat in zijn titel een jaartal vermeldt en waarvan de inhoud, die betrekking heeft op de periode die in de titel of op de omslag duidelijk wordt aangeduid, van de ene periode tot een andere periode onvermijdelijk zal evolueren, en waarvan het commerciële belang op termijn zal verminderen;

7° stripboek : boek dat een verhaal vormt door middel van een opeenvolging van beelden, waarbij woorden, gevoelens of gedachten van protagonisten, over het algemeen binnen tekstballonnen, worden weergegeven;

8° vakboek : wetenschappelijk non-fictiewerk dat, wegens de zeer uitgewerkte en regelmatig bijgewerkte inhoud, de voorstelling, de marketing of vaak de hoge prijs, vooral bestemd wordt voor natuurlijke of rechtspersonen in een academisch of professioneel kader;

9° juridisch vakboek : juridisch boek dat, wegens de zeer uitgewerkte inhoud die regelmatig wordt bijgewerkt ten gevolge van de wijziging van de wetgeving, en wegens de voorstelling, de marketing of de hoge prijs, vooral bestemd wordt voor natuurlijke of rechtspersonen in een academisch of professioneel kader;

10° nieuw boek : boek dat niet door een eindconsument werd aangekocht;

11° activiteit gevoerd binnen het boekenverdelingsnetwerk van de Franse Gemeenschap : beschouwd wordt als verricht binnen het boekenverdelingsnetwerk van de Franse Gemeenschap, elke daad van uitgave, publicatie, invoer of verkoop van een boek, die betrekking heeft op een instelling gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens haar activiteiten, moet worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de Franse Gemeenschap;

12° uitgever : elke natuurlijke of rechtspersoon, buiten de auteur, die een boek produceert en in het boekenverdelingsnetwerk van de Franse Gemeenschap brengt, en dit uitbaat voor één of meer publieksgroepen;

13° auteur : elke natuurlijke persoon die een boek heeft gecreëerd en die over het recht op mededeling aan het publiek beschikt, in de zin van Boek V van het Wetboek van economisch recht, en dat boek in het boekenverdelingsnetwerk van de Franse Gemeenschap brengt en voor één of meer publieksgroepen uitbaat;

14° importeur : elke natuurlijke of rechtspersoon die boeken in het boekenverdelingsnetwerk van de Franse Gemeenschap brengt, en die, in hoofdzaak, deze via een verdelingsnetwerk, met de gebruikelijke kortingen eigen aan het vak, rechtstreeks aan detailhandelaars levert;

15° detailhandelaar : iedere natuurlijke of rechtspersoon die aan de eindconsument nieuwe boeken verkoopt binnen het boekenverdelingsnetwerk van de Franse Gemeenschap. Uitgevers, auteurs of importeurs die boeken rechtstreeks bij eindconsumenten uitbaten, worden als detailhandelaars voor die activiteit beschouwd;

16° schoolboek : een gedrukt boek of een boek in digitaal formaat dat in vorm en inhoud gericht is op informatieoverdracht in het basisonderwijs en secundair onderwijs en waarvan het gebruik binnen het leerplan of de eindtermen door de betrokken onderwijsinstelling wordt aanbevolen. Het moet, op zijn omslag en op de titelpagina, de graad en/of het leerjaar van het onderwijs waarvoor het is opgevat, vermelden. Worden niet als schoolboeken beschouwd, de literaire werken die in het schoolkader worden gebruikt, de woordenboeken alsook de naslagwerken en de schoolschriften.

Art. 3. Dit decreet is van toepassing op het boek, zoals het in artikel 2 wordt gedefinieerd, dat wordt gepubliceerd, uitgegeven, ingevoerd of verkocht, op voorwaarde dat de publicatie, de uitgave, de invoer of de verkoop van het boek materieel wordt verricht in het Franse taalgebied of verband houdt met een instelling gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens haar activiteiten, moet worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de Franse Gemeenschap.

De instellingen die in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gevestigd zijn en waarvan de activiteit slechts gedeeltelijk met de Franse Gemeenschap verband houdt, kunnen beslissen, voor het relevante deel, de bepalingen van dit decreet vrijwillig na te leven.

Art. 4. Dit decreet is niet van toepassing op de volgende categorieën van werken :

1° periodiek;

2° magazine;

3° jaarboek;

4° catalogus en filateliealbum;

5° alfabetisch repertorium van personaliteiten;

6° brochure houdende de gebruiksaanwijzing voor een toestel waarmee ze wordt geleverd;

7° kleurboek;

8° knipboek;

9° gewoon notenschrift of muziekschrift voor huiswerk en muziekpapier;

10° beschadigd boek, als de beschadiging niet opzettelijk is aangebracht en bij verkoop duidelijk wordt vermeld dat het beschadigd is;

11° verouderd boek;

12° tweedehands boek, dit is elk boek dat reeds één keer door een eindconsument werd aangekocht;

13° betaalspecimen, dit is elk boek dat aan de eindconsument wordt afgestaan, in één enkel exemplaar, om verscheidene aankopen in schoolverband te veroorzaken, overeenkomstig de in artikel 10 bepaalde kortingen;

14° juridisch vakboek, waarover een prijs door de uitgever-detailhandelaar en de eindconsument in der minne kan worden vastgesteld, voor zover de verkoopvoorwaarden bijwerkingen of specifieke aanpassingen in verband met de evolutie van de Belgische of Europese wetgeving inhouden. De uitgever moet een prijs voor alle andere verkoopsituaties vaststellen;

15° boek gepubliceerd in een andere taal dan het Frans;

16° app-boek.

De Regering kan wijzigingen, schrappingen of toevoegingen doen naargelang van de evolutie van de nieuwe technologieën.

Art. 5. Dit decreet is niet van toepassing op de volgende verkoopsituaties :

1° de verkoop van één exemplaar van boeken voor persoonlijk gebruik aan een eindconsument die volgens de wet arbeidsovereenkomsten werkzaam is bij de uitgever, importeur of detailhandelaar;

2° de verkoop van een boek door een uitgever aan de auteur van dat boek voor promotioneel gebruik;

3° de verkoop van boeken in het kader van een faillissement of een vereffening van de uitgever, importeur of detailhandelaar, aan een andere uitgever, de auteur of een andere detailhandelaar, op voorwaarde dat:

a) de boeken behoorden tot de inventaris van de gefailleerde of de vereffening;

b) in geval van faillissement of vereffening van de detailhandelaar, gedurende een maand na de afsluiting van de procedure, de boeken voor retour werden aangeboden aan de auteur, de uitgever of de importeur;

c) de in artikel 16 bedoelde bevoegde dienst of instelling vooraf werd ingelicht.

De in punt 3° bedoelde boeken kunnen vervolgens opnieuw op de markt worden gebracht volgens de algemene bepalingen van dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Boekenprijs*

Afdeling I. — Uitgevers, auteurs en importeurs

Art. 6. § 1. De uitgever stelt, voor de boeken die hij uitgeeft, een prijs voor de verkoop aan het publiek vast.

De auteur heeft dezelfde verplichting voor de boeken die hij zonder uitgever, of voor rekening van de auteur, publiceert, wanneer hij verantwoordelijk is voor de vaststelling van de prijs.

§ 2. De importeur stelt, voor de boeken die hij invoert, een prijs voor de verkoop aan het publiek vast.

Zo niet, dan baseert de detailhandelaar zich op de prijs btw niet inbegrepen die door de uitgever of de auteur in het land van herkomst wordt vastgesteld.

Indien het boek werd gepubliceerd of uitgegeven in een andere lidstaat van de Europese Unie of in een lidstaat van de Europese Vrijhandelsassociatie, moet de importeur een prijs voor de verkoop aan het publiek vaststellen die niet hoger is dan deze die door de uitgever of de auteur wordt vastgesteld voor de exploitatie van het boek op het grondgebied van die Staat.

Indien het boek werd gepubliceerd of uitgegeven binnen het boekenverdelingsnetwerk van de Franse Gemeenschap en weer wordt geïmporteerd uit een land dat noch tot de Europese Unie noch tot de Europese Vrijhandelsassociatie behoort, moet de importeur de prijs voor de verkoop aan het publiek vaststellen die door de uitgever of de auteur wordt vastgesteld met toepassing van § 1.

Het vorige lid is ook van toepassing op boeken die weer worden geïmporteerd uit een lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Vrijhandelsassociatie indien de export-wederimport-actie tot doel heeft de toepassing van dit decreet te ontduiken.

§ 3. In afwijking van § 1 en § 2, voor het vakboek, zijn uitgevers, auteurs en importeurs vrij andere prijzen vast te stellen voor de verkopen bestemd voor één of meer categorieën van rechtspersonen die in artikel 10, § 2 opgesomd zijn, voor zover die prijzen openbaar worden gemaakt volgens de in hoofdstuk III nader bepaalde regels, en alle detailhandelaars dit systeem kunnen gebruiken voor hun eigen klanten.

§ 4. Elke natuurlijke of rechtspersoon die een boek publiceert, om te worden verspreid via een makelaar, een abonnement of bij correspondentie minder dan negen maanden na het begin van de verkoop van de eerste uitgave van dat boek, stelt, voor dat boek, een prijs voor de verkoop aan het publiek vast die minstens gelijk is aan die van deze eerste uitgave.

§ 5. Voor het digitaal boek, op voorwaarde dat ze zonder discriminatie ten aanzien van de detailhandelaars en de consumenten worden toegepast, kan de uitgever, de auteur of de importeur verschillende prijzen voor de verkoop aan het publiek vaststellen op grond van :

1° de inhoud van het aanbod,

2° de technische nadere regels ervan,

3° de nadere regels voor de toegang ertoe en het gebruik ervan;

4° het btw-tarief.

Art. 7. Tijdens de in artikel 9 bedoelde verschillende perioden, kunnen de wijzigingen van de prijs van het gedrukte boek alleen door de uitgever, de auteur of de importeur worden beslist en moeten volgens de bepalingen van hoofdstuk III worden meegedeeld aan het gehele verdelingsnetwerk, ten minste 14 dagen voordat de nieuwe prijzen van kracht worden.

De in het eerste lid bedoelde termijn van 14 dagen wordt tot 2 dagen herleid voor het digitale boek.

Art. 8. De prijs voor de verkoop aan het publiek die wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 6, wordt ter kennis van het publiek gebracht overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 3.

Elke reclame die prijzen aankondigt die verschillend zijn van de prijs voor de verkoop aan het publiek die overeenkomstig artikel 6 wordt vastgesteld, is verboden buiten de verkoopplaatsen.

Afdeling II. — Detailhandelaars

Art. 9. Behoudens de bij deze afdeling bepaalde uitzonderingen, en onverminderd de mogelijkheid om een korting overeenkomstig artikel 10 toe te staan, moet elke detailhandelaar de prijs voor de verkoop aan het publiek die krachtens artikel 6 werd vastgesteld, toepassen gedurende een periode van 24 maanden te rekenen vanaf de eerste dag waarop het boek voor de eindconsument overeenkomstig hoofdstuk 3 beschikbaar wordt.

Elke detailhandelaar moet eveneens de prijs voor de verkoop aan het publiek die overeenkomstig artikel 6 werd vastgesteld, toepassen gedurende een periode van zes maanden te rekenen vanaf de dag van de laatste bevoorrading.

Voor het stripboek wordt de in § 1 bedoelde periode van 24 maanden tot 12 maanden herleid en is § 2 niet van toepassing.

Voor de jaartalboeken, wordt de in § 1 bedoelde periode van 24 maanden tot 6 maanden herleid.

Art. 10. § 1. Gedurende de in artikel 9 bedoelde periodes, kan de detailhandelaar een korting van hoogstens 5 % op de prijs voor de verkoop aan het publiek toepassen die overeenkomstig artikel 6 wordt vastgesteld.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan een korting van hoogstens 15 % worden toegekend aan de volgende instellingen :

1° de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen en de instellingen voor beroepsopleiding die daartoe worden erkend door een overheidsbestuur, of hun aankoopcentrales;

2° de rechtstreekse operatoren van het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening die erkend zijn of in afwachting van hun erkenning zijn in het kader van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;

3° steunoperatoren voor het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening die erkend zijn of in afwachting van hun erkenning zijn in het kader van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;

4° de bibliotheken van gevangenissen, ziekenhuizen en diensten voor hulpverlening aan de jeugd;

5° de instellingen zonder winstoogmerk waarvan het maatschappelijk doel en de hoofdactiviteit gericht zijn op opvoeding, alfabetisering, wetenschappelijk onderzoek of bevordering van lectuur en boeken, die daartoe door een overheidsbestuur worden erkend.

De in het eerste lid bedoelde afwijking is uitsluitend toepasselijk op de aankopen die aan eigen behoeften beantwoorden, waarbij elke vorm van wederverkoop wordt uitgesloten.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, kan de detailhandelaar een korting van hoogstens 25 % toepassen op de onderwijsinstellingen of hun aankoopcentrales voor de aankoop van schoolboeken.

De Regering kan de in het eerste lid bepaalde maximumkorting wijzigen, gelet op de evolutie van de marktaandelen tussen de onafhankelijke boekhandelaars en de schooluitgevers, en /of de impact op de werkingssubsidies van scholen :

1° op eigen initiatief, na evaluatie en advies van de bevoegde adviesinstanties die in de culturele sector werkzaam zijn en advies van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs;

2° na evaluatie, op voorstel van de bevoegde adviesinstanties die in de culturele sector werkzaam zijn of op voorstel van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs.

In voorkomend geval wordt die maximumkorting tussen 15 % en 25 % vastgesteld.

Art. 11. De Regering kan maximaal twee jaarlijkse perioden van 48 uren toestaan gedurende welke de detailhandelaars een korting van maximaal 20 % op de overeenkomstig artikel 6 vastgestelde prijs voor de verkoop aan het publiek zullen kunnen toepassen.

Art. 12. De detailhandelaars kunnen aan de prijs voor de verkoop aan het publiek alleen de kosten of vergoedingen toevoegen die overeenstemmen met uitzonderlijke bijkomende dienstverleningen die uitdrukkelijk door de koper werden gevraagd en waarvan de prijs tussen de koper en de detailhandelaar vooraf werd overeengekomen.

Art. 13. Wanneer het boek aan de koper wordt verzonden en niet bij een detailhandelaar wordt gehaald, is de prijs – buiten de verzendingskosten – deze die door de uitgever, de auteur of de importeur wordt vastgesteld.

Een korting tot beloop van 5 % kan worden toegepast op het tarief van de leveringsdienst dat werd vastgesteld, zonder dat deze dienst kosteloos kan worden aangeboden, of met verlies gefactureerd.

Art. 14. De verkoop van producten of goederen of elke prestatie of elk prestatieaanbod aan consumenten, waardoor, kosteloos, onmiddellijk of op termijn, het recht ontstaat op een premie in de vorm van producten, goederen of diensten, zijn alleen toegestaan als zij door de uitgever, de auteur of de importeur, gelijktijdig en onder delfde voorwaarden, worden voorgesteld aan alle detailhandelaars of indien zij betrekking hebben op boeken waarvoor een uitgave wordt voorgesteld, uitsluitend bestemd voor de verkoop via een makelaar, een abonnement of bij correspondentie.

HOOFDSTUK III. — *Mededeling van het boekenprijs*

Art. 15. De prijs voor de verkoop aan het publiek die overeenkomstig artikel 6 wordt vastgesteld alsook de datum waarop het boek voor verkoop aan de eindconsument beschikbaar is, worden door de uitgever, de auteur of de importeur meegedeeld aan de door de Regering aangewezen dienst of instelling.

In voorkomend geval kan de Regering subsidies aan de aangewezen instelling toekennen en de voorwaarden, procedures en termijnen voor de subsidiëring vaststellen.

Art. 16. De in door de Regering aangewezen dienst of instelling wordt belast met :

1° het inwinnen van inlichtingen die noodzakelijk zijn om op vragen van lezers te antwoorden, volgens de internationale normen die geldig zijn voor de boekhandel, inzonderheid de volgende inlichtingen : de prijs voor de verkoop aan het publiek die wordt vastgesteld door de uitgever, de auteur of de importeur, de eventuele kortingen, de naam van de uitgever, de naam van de auteur, de naam van de vertaler, de datum van uitgave of publicatie, de nauwkeurige datum van terbeschikkingstelling voor de eindconsument, de datum van inwerkingtreding van de nieuwe prijs bij wijziging, de datum waarop de gereguleerde prijs niet meer verplicht is, de identificatienummers van het boek (ISBN, ISSN, ISTC);

2° het kenbaar maken van de in punt 1° bedoelde verschillende inlichtingen via een geïnformatiseerde referentiedatabank voor het boek, die kosteloos via internet kan worden geraadpleegd en regelmatig wordt bijgewerkt.

De Regering kan de lijst van de inlichtingen van het eerste lid en de aanvullende nadere regels voor de mededeling en de kenbaarmaking van de prijs van de verkoop aan het publiek bepalen.

HOOFDSTUK IV. — *Controle van de boekenprijs**Afdeling I.* — Bevoegdheden en samenstelling van de onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen

Art. 17. In de administratie wordt een onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen opgericht, die wordt belast met het onderzoek van de vorderingen tot buitengerechtelijke regeling van een geschil in verband met de toepassing van het decreet overeenkomstig afdeling 2.

De onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen is, bovendien, overeenkomstig de artikelen 1676 tot 1723 van het Gerechtelijk Wetboek, bevoegd om de geschillen, voortvloeiend uit de toepassing van dit decreet, via een arbitrageprocedure te beslechten, indien beide betrokken partijen een arbitrageovereenkomst hebben gesloten waarbij de commissie tot arbiter wordt aangesteld.

Art. 18. § 1. De onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen is samengesteld uit de volgende werkende leden :

- 1° een voorzitter-jurist;
- 2° twee vakdeskundigen die voldoen aan de voorwaarden van artikel 205 van het Gerechtelijk Wetboek;
- 3° een deskundige op het vlak van het cultuurbeleid;
- 4° een deskundige op het gebied van de bescherming van consumenten.

Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervanger aangesteld.

Op het einde van de oproep tot kandidaten, stelt de Regering de leden en hun plaatsvervangers aan, en zorgt ervoor dat die personen :

- 1° de nodige kennis en bekwaamheid bezitten op het gebied van de buitengerechtelijke of gerechtelijke regeling van geschillen in de brede zin van het woord, alsook een algemeen begrip van het recht;
- 2° geen leidend ambt uitoefenen in het kader van contractuele verbintenissen met uitgevers, importeurs en detailhandelaars;
- 3° worden aangesteld voor een mandaat waarmee ze de onafhankelijkheid van hun handelingen kunnen waarborgen en ze niet zonder geldige reden van hun opdrachten kunnen worden ontheven;
- 4° er niet toe verplicht worden de instructies van de partijen bij een geschil of hun vertegenwoordigers te aanvaarden;
- 5° een vergoeding ontvangen die niet verbonden is aan het gevolg van de rechtspleging.

§ 2. De onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen wordt administratief ondersteund door een secretaris en een administratief personeel volgens de door de Regering te bepalen personeelsformatie.

Art. 19. De onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen stelt de volgende reglementen vast, die toepasselijk worden na goedkeuring door de Regering :

- 1° een huishoudelijk reglement dat inzonderheid de regels vermeldt die haar onafhankelijkheid waarborgen;
- 2° een rechtsplegingsreglement voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen overeenkomstig afdeling 2;
- 3° een arbitragereglement voor de zaken waarin een arbitrageovereenkomst werd gesloten.

De in het eerste lid vermelde reglementen bevatten de waarborgen die noodzakelijk zijn om een onafhankelijk en onpartijdig gedrag te verzekeren. Minstens de volgende beginselen zijn van toepassing :

1° de leden brengen de voorzitter zonder verwijl op de hoogte van alle omstandigheden die een invloed kunnen hebben of die kunnen worden beschouwd een invloed te kunnen hebben op hun onafhankelijkheid of hun onpartijdigheid of die kunnen leiden tot een belangenconflict met één van de partijen bij het geschil dat hun voor regeling wordt voorgelegd. De verplichting tot kenbaarmaking wordt behouden gedurende de gehele rechtspleging van de buitengerechtelijke regeling. De voorzitter vervangt de betrokken leden indien hij, omwille van de vermelde omstandigheden, van mening is dat het onafhankelijkheids- en onpartijdigheidsbeginsel zou kunnen worden geschonden;

2° de leden kunnen worden gewraakt om de redenen vermeld in de artikelen 828 en 829 van het Gerechtelijk Wetboek.

Afdeling II. — Rechtspleging voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen

Art. 20. § 1. Bij overtreding van de bepalingen van dit decreet en onverminderd de gemeenrechtelijke handelingen, kan een vordering tot buitengerechtelijke regeling van geschillen betreffende de toepassing van dit decreet door elke betrokken persoon worden ingeleid.

Voor de toepassing van het eerste lid, wordt onder "betrokken persoon" verstaan :

- 1° uitgevers, auteurs, importeurs en detailhandelaars die een activiteit uitoefenen binnen het verdelingsnetwerk van de Franse Gemeenschap;
- 2° de beroepsfederaties binnen de boekenmarkt in de Franse Gemeenschap;
- 3° de consumentenorganisaties die in de Franse Gemeenschap werkzaam zijn;
- 4° de consumenten.

§ 2. De onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen verklaart de in paragraaf 1 vermelde vordering als niet ontvankelijk, wanneer de klacht :

- 1° blijkbaar fictief, beledigend of eerrovend is;

- 2° anoniem is of wanneer de tegenpartij niet kan worden geïdentificeerd;
- 3° betrekking heeft op de regeling van een geschil waarvoor reeds een gerechtelijke vordering wordt of is ingeleid;
- 4° niet vroeger werd ingeleid bij de betrokken uitgever, auteur, importeur of detailhandelaar.

§ 3. Indien de onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen een in paragraaf 1 vermelde vordering als ontvankelijk acht, geeft ze daar schriftelijk kennis van aan de betrokken partijen en eist van die dat ze de nodige schriftelijke of mondelinge uitleg geven binnen een redelijke termijn die door de geschillencommissie wordt vastgesteld.

Indien de onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen een in paragraaf 1 vermelde vordering als niet ontvankelijk acht, geeft ze daar schriftelijk kennis van aan de persoon die ze heeft ingeleid.

Art. 21. Als een dossier ontvankelijk is, nadat de partijen de nodige uitleg hebben meegedeeld, legt de onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen hun een voorstel van overeenkomst tot regeling en organiseert een bemiddeling om dat voorstel te concretiseren, tenzij dit niet noodzakelijk is.

Indien de partijen tot geen akkoord komen binnen een redelijke termijn die wordt vastgesteld door de onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen, wordt het dossier afgesloten. De commissie zendt een schriftelijke bevestiging aan de partijen.

Art. 22. De behandeling van een vordering tot buitengerechtelijke regeling van een geschil is kosteloos.

Art. 23. De termijn van de gemeenrechtelijke verjaring is, voor de partijen bij een geschil betreffende de toepassing van dit decreet, onderbroken vanaf de datum waarop de onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen de ontvankelijkheid van een vordering tot buitengerechtelijke regeling heeft vastgesteld.

De onderbreking loopt tot de dag van de ondertekening van de overeenkomst tot regeling door de partijen of de datum waarop het dossier wordt afgesloten door de onafhankelijke commissie voor de buitengerechtelijke regeling van geschillen.

Art. 24. Deze afdeling doet geen afbreuk aan de mogelijke vorderingen, voortvloeiend uit onwettige handelspraktijken en/of uit de contractuele of buitencontractuele aansprakelijkheid van de uitgevers, auteurs, importeurs of detailhandelaars die de bepalingen van dit decreet niet naleven.

HOOFDSTUK V. — *Evaluatie van de boekenprijs*

Art. 25. § 1. De Regering stelt binnen de drie jaar na de inwerkingtreding van dit decreet en vervolgens telkens om de drie jaar, na advies van de bevoegde adviesinstanties en het begeleidingscomité, een verslag op over de doeltreffendheid en de effecten van dit decreet op de boekensector in de Franse Gemeenschap, zoals onder meer blijkend uit het aantal en de omzet van onafhankelijke boekhandels en andere verkooppunten, de evolutie van de boekenprijs, de verscheidenheid van aanbod, het aantal actieve uitgeverijen, het aankoop- en collectiebeleid van scholen en bibliotheken en de informatie die de boekenkeuze van de consument ondersteunt.

Dat verslag wordt aan het Parlement door de Regering voorgelegd.

§ 2. Er wordt een begeleidingscomité door de Regering ingesteld.

Het is samengesteld uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor het boekenbeleid, die het voorzitterschap waarneemt;
- 2° een vertegenwoordiger van de "Service général des lettres et du livre" (Algemene dienst letteren en boek) van de Franse Gemeenschap;
- 3° vijf leden van de "Conseil du Livre", die de Franstalige uitgevers, auteurs, importeurs, boekhandelaars en bibliothecarissen vertegenwoordigen;

Het begeleidingscomité heeft de volgende opdrachten :

- 1° de uitvoering van het beleid inzake culturele bescherming van het boek begeleiden, inzonderheid de doeltreffendheid en de gevolgen ervan evalueren;
- 2° op de vragen van de erkende (inter)professionele verenigingen antwoorden;
- 3° de Regering aanbevelingen ter zake jaarlijks voorstellen.

Het vergadert ten minste één keer per jaar of op aanvraag van minstens twee van zijn leden.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 26. § 1. Gedurende de periode tussen 1 januari 2019 en 31 december 2019, voor het boek dat wordt gepubliceerd of uitgegeven in een andere lidstaat van de Europese Unie of in een lidstaat van de Europese Vrijhandelsassociatie, is de importeur ertoe gehouden een prijs voor de verkoop aan het publiek vast te stellen die niet met 8 % hoger is dan deze die door de uitgever of de auteur wordt vastgesteld voor de exploitatie van het boek op het grondgebied van die Staat.

Gedurende de periode tussen 1 januari 2020 en 31 december 2020, voor het boek dat wordt gepubliceerd of uitgegeven in een andere lidstaat van de Europese Unie of in een lidstaat van de Europese Vrijhandelsassociatie, is de importeur ertoe gehouden een prijs voor de verkoop aan het publiek vast te stellen die niet met 4 % hoger is dan deze die door de uitgever of de auteur wordt vastgesteld voor de exploitatie van het boek op het grondgebied van die Staat.

§ 2. Het begeleidingscomité wordt belast met het begeleiden en evalueren van de progressieve toepassing van § 1 en met, in voorkomend geval, het voorstellen aan de Regering van de nodige begeleidingsmaatregelen.

§ 3. De Regering kan de begeleidingsmaatregelen vaststellen die noodzakelijk zijn voor de toepassing van dit artikel, inzonderheid om elk niet gewenst gevolg te vermijden ten aanzien van detailhandelaars, onder wie de onafhankelijke boekhandels, en om het multikanaal verdelingsnetwerk doeltreffend te behouden.

Art. 27. Kortingen op prijzen die worden gekregen in het kader van overheidsopdrachten die in uitvoering zijn bij de inwerkingtreding van dit decreet kunnen worden voortgezet tot het einde van het burgerlijk jaar waarin het decreet in werking is getreden.

Art. 28. Dit decreet treedt op 1 januari 2018 in werking, met uitzondering van artikel 6, § 2, derde lid, dat op 1 januari 2021 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 oktober 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

Mevr. A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

Nota

(1) *Zitting 2017-2018.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 513-1. — Commissieamendementen nr. 513-2. — Commissieverslag, nr. 513-3. — In commissie aangenomen tekst, nr. 513-4. — In vergadering aangenomen tekst, nr. 513-5.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 oktober 2017.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/205033]

Juridictions du travail. — Nomination

Par arrêté royal du 22 octobre 2017, Madame DE BEYS Isabelle est nommée juge social effectif au titre d'employeur au Tribunal du travail francophone de Bruxelles en remplacement de Monsieur VAN VAE-RENBURG Robert dont elle achèvera le mandat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/205033]

Arbeidsgerechten. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 22 oktober 2017, is mevrouw DE BEYS Isabelle benoemd tot werkend rechter in sociale zaken, als werkgever bij de Franstalige arbeidsrechtbank van Brussel ter vervanging van de heer VAN VAERENBERG Robert wiens mandaat zij zal voleindigen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/205961]

Direction générale Relations collectives de travail Arrêtés concernant les membres des commissions paritaires

Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

Par arrêté de la Directrice générale a.i. du 6 novembre 2017, qui entre en vigueur le 10 novembre 2017,

Monsieur Alex SWINGS, à Erpe-Mere, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois, en remplacement de Monsieur Bart STALMANS, à Lubbeek, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/205961]

Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen Besluiten betreffende de leden van de paritaire comités

Paritair Subcomité voor de houthandel.

Bij besluit van de Directeur-generaal a.i. van 6 november 2017, dat in werking treedt op 10 november 2017,

wordt de heer Alex SWINGS, te Erpe-Mere, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de houthandel, ter vervanging van de heer Bart STALMANS, te Lubbeek, van wie het mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.